

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 14 JUILLET 1927

Rapport de la Commission de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, chargée de l'examen du Projet de Loi ayant pour objet d'accorder un complément de pension aux bénéficiaires de la pension de vieillesse prévue par la loi du 20 août 1920, modifiée par celle du 10 décembre 1924, par les lois spéciales relatives à la pension des ouvriers mineurs et de modifier certaines dispositions de la loi du 10 décembre 1924, organisant l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

(Voir les n^{os} 176, 212, 245 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 14, 15, 21 et 29 juin 1927, et le n° 160 du Sénat.)

Présents : MM. HUBERT, président; BAECK, BROECKX, CARPENTIER, DEMOULIN, EYLENBOSCH, HENRICOT, JAUNIAUX, MERTENS, MOLET, RUTTEN, SOLAU, VAN BELLE, VAN COILLIE, VAN ROOSBROECK et MOYERSOEN, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS.

Le Projet de Loi fut adopté à la Chambre des Représentants par 153 voix et 3 abstentions.

Il a un double objet :

- 1^o Il alloue un complément de pension à certains bénéficiaires de la pension de vieillesse et de la pension des ouvriers mineurs et une majoration de la rente de survie des veuves et des rentes d'orphelins;
- 2^o Il modifie certaines dispositions de la loi du 10 décembre 1924.

COMPLÉMENT DE PENSION.

Le principe de l'octroi d'un complément de pension aux nécessiteux a recueilli une adhésion unanime des membres de votre Commission. Il se justifie amplement par l'augmentation du coût de la vie, conséquence de la dévalorisation du franc.

Toutefois, cette augmentation du taux de la pension gratuite modifierait singulièrement les principes essentiels de la loi générale si elle n'était suivie dans un bref délai d'un relèvement du taux des versements des assujettis et des cotisations patronales. Il importe, en effet, que ces versements et ces cotisations soient suffisants pour permettre la suppression des majorations et des compléments dans la période définitive.

Le Gouvernement a fait, au cours des débats à la Chambre, des déclarations qui semblent indiquer qu'il partage ces vues.

Le taux du complément est déterminé en tenant compte du montant brut des ressources de l'intéressé et de son conjoint, mais sans y comprendre la pension de vieillesse elle-même.

Montant des ressources donnant droit à un supplément de pension.	Complément de pension.
720 francs et moins fr.	720
721 à 1,200 francs	600
1,201 à 1,680 francs	480
1,681 à 2,160 francs	360

Un célibataire dont les ressources dépassent 2,160 francs peut toucher éventuellement la pension ordinaire grâce aux immunisations, mais n'aura en aucun cas droit à un complément.

Lorsque les deux conjoints sont encore en vie, même si l'un des deux conjoints n'est pas encore bénéficiaire de la pension de vieillesse, le montant des ressources dont peut disposer l'intéressé sans perdre ses droits est augmenté de 50 p. c.

Le montant total des compléments à accorder à ces deux conjoints est fixé à 1.75 fois le montant du complément fixé ci-dessus.

Le Gouvernement avait proposé de n'accorder dans ce cas que 1.50 fois le complément. La Chambre a majoré la proportion de 0.25, malgré l'avis du Gouvernement.

Montant des ressources donnant droit à un supplément de pension.	Complément de pension.
1,080 et moins	1,260
1,081 à 1,800	1,050
1,801 à 2,520	840
2,521 à 3,240	630

Dans les mêmes conditions, un ménage dont les ressources dépassent 3,240 francs n'aura aucun droit au complément.

* * *

Le Projet de Loi prévoit qu'un complément de pension peut être accordé également aux ouvriers mineurs pensionnés et aux veuves d'ouvriers mineurs pensionnés en vertu des lois sur la pension des ouvriers mineurs.

Les bases sont les suivantes :

A. Le mineur pensionné bénéficie actuellement en vertu des lois spéciales, d'une pension de 2,572 francs.

1^o *Ouvrier mineur, célibataire :*

Il bénéficiera d'un complément de pension de 360 francs. L'intéressé bénéficie en outre, en vertu de la loi générale, d'une pension de vieillesse de 360 francs, le montant de ses ressources s'élèvera donc à $2,572 + 360 + 360 = 3,292$ francs.

2^o *Ouvrier mineur, marié :*

On porte en ressources $2,572 - 360$ (montant de l'allocation gratuite) = 2,212 fr.

a) 1^o Le mineur pensionné demande seul le bénéfice du complément;

2° La femme du mineur pensionné demande seule le bénéfice du complément.

Le taux du complément à accorder est fixé à 480 francs. Dans chacune de ces deux situations, l'intéressé bénéficie d'une pension de vieillesse de 720 francs, en vertu de la loi générale.

Montant des ressources du ménage : $2,572 + 720 + 480 = 3,772$ francs;

b) Le mineur pensionné et sa femme demandent le bénéfice du complément.

Le taux du complément à allouer au mineur est fixé à 480 francs.

Le taux du complément à allouer à l'épouse est fixé à 360 francs. Dans ce cas, chacun des deux conjoints bénéficie d'une pension de vieillesse de 540 francs, en vertu de la loi générale.

Total des ressources du ménage : $2,572 + 540 + 540 + 480 + 360 = 4,092$ fr.

B. La veuve pensionnée d'un mineur bénéficie actuellement d'une pension de 1,100 francs environ. On tiendra compte de : $1,100 - 360 = 840$ francs.

Un complément de pension de 360 francs lui sera accordé. Elle bénéficie déjà d'une pension de vieillesse, en vertu de la loi générale, de 360 francs.

Total des ressources : $1,100 + 360 + 600 = 2,060$ francs.

Les bénéficiaires de la pension de vieillesse qui se croient en droit d'obtenir le complément de pension doivent introduire une demande.

Un arrêté royal déterminera les formalités à remplir à cette fin.

L'article 7 s'exprime à cet égard d'une façon inexacte : il parle, en effet, des bénéficiaires qui étant donné le montant des ressources brutes dont ils disposent *réellement* — le mot *réellement* doit être supprimé. En effet, certaines de ces ressources sont des ressources présumées telles que celles provenant de la maison appartenant au bénéficiaire et habitée par lui. Quoique le demandeur ne retire de cette maison aucune *ressource réelle*, il sera cependant tenu compte de la valeur locative *présumée* de l'immeuble.

*
* *

Majoration de la rente de survie des veuves et des rentes d'orphelins.

La loi du 10 décembre 1924 prévoit la constitution d'une rente de survie au profit de l'épouse de l'assujéti et des ses enfants légitimes ou des enfants dont il a assumé la charge.

Lorsque la rente de survie au profit des veuves n'est pas entièrement constituée, l'État accorde à celles-ci :

1° Une majoration de rente de 120 francs, sans que le total de la majoration et de la rente de survie puisse dépasser 360 francs;

2° Une majoration de 120 francs par enfant âgé de moins de seize ans.

Ces majorations sont à charge du Fonds spécial prévu à l'article 20 de cette loi.

Le projet propose de porter ces deux majorations à 180 francs. Ainsi donc, chaque veuve recevra un complément de 60 francs.

Le Fonds spécial jouit des ressources suffisantes pour faire face à ce supplément de dépenses.

Le texte ne dit pas si le montant total de la rente de survie et de la majoration dont le taux est ainsi modifié pourra dépasser 360 francs pour atteindre 420 francs.

Il semble que cette dernière hypothèse doit être admise: afin d'éviter tout équivoque, il eut fallu ajouter à la fin du paragraphe 1^{er} de l'article 12 les mots « nonobstant la restriction prévue à l'article 15 de la loi du 10 décembre 1924 ».

Le Projet de Loi propose de faire bénéficier les veuves et les orphelins des ouvriers mineurs des mêmes avantages.

Victimes d'un accident du travail.

L'article 7bis prévoit une innovation intéressante en faveur des accidentés du travail, afin d'éviter toute interruption de leurs versements.

I. — Modifications à la loi du 10 décembre 1924.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 13 constitue une simple mise au point de l'article 2, 2^o et 3^o, de la loi du 10 décembre 1924.

Le 2^o de cette loi ne soumet pas à ces dispositions les personnes tombant sous l'application des lois coordonnées par l'arrêté royal du 30 août 1920 sur les pensions des ouvriers mineurs.

Ces lois coordonnées ayant été remplacées par la loi du 30 décembre 1924 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers mineurs, il convenait de substituer ce nouveau texte à l'ancien.

Le 3^o excluait les personnes tombant sous l'application de la loi du 7 août 1922 relative au contrat d'emploi.

La loi du 10 mars 1925 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés ayant réglé la situation des employés, il convenait également d'y renvoyer.

II. — Evaluation des ressources personnelles du demandeur et de celles de son conjoint.

Un arrêté royal déterminera les règles à suivre pour l'évaluation des ressources personnelles du demandeur et de celles de son conjoint.

En principe, sous le régime transitoire de la loi du 10 décembre 1924, la pension de vieillesse n'est acquise qu'à celui dont les ressources ne dépassent pas 720 francs par an. La pension est réduite en proportion des ressources dont jouit le demandeur.

Mais de nombreuses immunisations totales ou partielles de ressources restreignent la rigueur de cette règle.

Le II de l'article 13 modifie profondément les immunisations anciennes.

Sont immunisées aux termes de cette disposition nouvelle :

1^o Pour la totalité :

a) Les rentes de vieillesse et les rentes de survie constituées en exécution de la présente loi. (C'est la reproduction du texte ancien.)

b) La pension de vieillesse prévue par la loi du 20 août 1920, la majoration de rente prévue aux articles 22 et 28 et l'allocation gratuite prévue à l'article 23 de la présente loi dont bénéficie le conjoint du demandeur.

Ce texte paraît étrange. Il ne s'agit pas de la présente loi, mais de la loi de 1924. Cependant ce texte deviendra exact par la coordination qui est prévue à l'article 16.

c) Les rentes et pensions accordées par l'Etat au demandeur ou à son conjoint en sa qualité d'ancien militaire et pour faits de guerre ainsi que celles accordées aux victimes civiles de la guerre — certaines de ces rentes et pensions n'étaient pas immunisées jusqu'ici.

d) Les pensions accordées par l'Etat aux veuves et aux ascendants des combattants morts pour la patrie et des victimes civiles de la guerre. Cette immunisation est nouvelle.

e) Les rentes, suppléments et compléments de rentes accordés au demandeur et à son conjoint en exécution des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers mineurs.

Lorsque les deux conjoints demandent la pension de vieillesse, la femme pensionnée du mineur pourra obtenir ainsi le taux maximum de la pension prévue par la loi générale, indépendamment de la pension que touche le mari en vertu de la loi spéciale.

2° A concurrence du minimum exempté de la supertaxe tel qu'il est fixé par les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, le montant total :

a) Du salaire ou traitement et profits de toute occupation lucrative et des profits nets des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles du demandeur et de son conjoint ;

b) Les rentes, indemnités et allocations payées par application de la loi du 24 décembre 1903 sur les réparations des accidents du travail.

Ce 2° comprend les modifications essentielles au régime des immunisations tel qu'il était établi par la loi de 1924.

A. Sous l'empire de cette loi, les ressources constituant le salaire du requérant étaient immunisées pour la totalité, tandis que les ressources constituant le salaire du conjoint du requérant et le revenu professionnel du requérant et de son conjoint étaient immunisées à concurrence de 50 p. c. de leur montant.

L'immunisation complète du salaire du requérant était excessive.

Comme le dit l'Exposé des Motifs : « Il n'est pas douteux que le législateur de 1924 s'est montré trop large dans l'établissement des conditions d'application de la loi et que de nombreux vieillards disposant de salaires et de revenus suffisants et qui normalement devraient être exclus de l'application de la loi, en bénéficient néanmoins. »

Aussi le nombre de pensionnés a-t-il cru dans des proportions considérables ; en effet, tandis que sous l'empire de la loi de 1920 le nombre de pensionnés ne dépassait guère 225,000, actuellement sur les 497,000 vieillards de soixante-cinq ans de notre pays, 325,000 et peut-être plus jouissent de la pension sans compter les ouvriers mineurs et leurs veuves et sans compter les pensionnés de l'Etat. Certains ouvriers ayant un salaire de 18,000 francs ont pu réclamer leur pension.

Dans aucun pays une telle proportion n'a été atteinte. Ce nombre a une tendance à augmenter ; pendant l'année 1926, 54,519 titres de pension ont été accordés contre 24,783 en 1925, et 22,368 en 1924.

D'autre part, l'immunisation à concurrence de 50 p. c. du salaire du conjoint aboutissait parfois à priver de la pension des personnes se trouvant dans le besoin. C'était le cas, par exemple, d'une femme de soixante-cinq ans dont le mari moins âgé gagnait encore 1,800 francs.

Sous le régime nouveau, quelle sera la quotité du salaire, traitement ou profits nets des exploitations qui sera immunisée?

Leur importance varie d'après la catégorie de la commune dans laquelle habite ou dans laquelle travaille le requérant, étant entendu que le minimum le plus élevé est toujours appliqué.

Le Gouvernement avait proposé d'abord d'immuniser les salaires etc. à concurrence des deux tiers du minimum exempté de la supertaxe si le demandeur est seul, aux trois quarts s'il s'agit de deux conjoints.

La Chambre a voté avec le consentement du Gouvernement l'immunisation dans les deux cas de tout le minimum exonéré.

Le rapport de la Chambre indique quel est dans les différentes catégories des communes le minimum exonéré de la supertaxe : 5,000 — 5,500 — 6,000 — 6,500 — 7,500 francs.

Ce rapport ne donne ainsi qu'une idée incomplète de l'importance réelle des ressources auxquelles s'applique le minimum exonéré des ressources :

1^o Il doit être déduit au préalable, lorsqu'il s'agit de salaires, un sixième pour charges professionnelles;

2^o Le montant ainsi obtenu n'est imposable à la supertaxe qu'à concurrence de neuf dixièmes;

3^o Le minimum est augmenté de un cinquième par personne à charge.

Les ressources réelles en salaires qui sont, en fait, exonérées de la supertaxe, en vertu des lois d'impôts, sont les suivantes :

Salarié célibataire, veuf ou sans enfant :

Montant net exonéré de la supertaxe :		Correspondant à un revenu réel de :	
Communes de moins de 5,000 habitants :	fr. 5,000	fr. 6,700	
— 5,001 à 15,000 habitants :	fr. 5,500	7,300	
— 15,001 à 30,000 —	fr. 6,000	8,000	
— 30,001 à 60,000 —	fr. 6,500	8,700	
— 60,000 et plus —	fr. 7,500	10,000	

Salarié marié SANS ENFANTS :

Communes de moins de 5,000 habitants :	fr. 6,000	fr. 8,000
— 5,001 à 15,000 —	fr. 6,600	8,800
— 15,001 à 30,000 —	fr. 7,200	9,600
— 30,001 à 60,000 —	fr. 7,800	10,500
— 60,001 et plus —	fr. 9,000	12,000

Dans le cas exceptionnel où le salarié marié aurait un enfant ou petit-enfant à sa charge :

Communes de moins de 5,000 habitants	7,000	9,400
— de 5,001 à 15,000 —	7,700	10,300
— de 15,001 à 30,000 —	8,400	11,200
— de 30,001 à 60,000 —	9,000	12,000
— de 60,001 habitants et plus	10,500	14,100

Comment, en ce qui concerne les salaires, l'immunisation sera-t-elle appliquée ? Le sera-t-elle sur le salaire réel ou sur le salaire réduit après application des réductions prévues par les lois d'impôts ?

La question est importante.

B. Les profits nets des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles sont déterminées d'après les règles fixées par le fisc pour l'application des lois d'impôts.

En ce qui concerne les exploitations industrielles et commerciales, s'il n'existe pas de comptabilité régulière, on se base sur le chiffre d'affaires, et on lui applique un pourcentage variable de bénéfice d'après les bénéfices réels constatés dans des entreprises analogues de la même région tenant une comptabilité régulière.

Pour les profits agricoles on évalue le bénéfice à l'hectare d'après une évaluation forfaitaire établie d'accord avec les grandes organisations professionnelles agricoles.

Ce bénéfice est variable d'après les régions, le genre d'exploitation, la réussite des récoltes ou des opérations agricoles.

Le bénéfice à l'hectare pour l'année 1925, base de la supertaxe pour l'année 1926, a varié de 550 à 1,900 francs au maximum. Dans certaines provinces il n'a pas dépassé 550 francs.

Après avoir parlé de l'immunisation des salaires, etc., le 2^o du III indique sous le *littéra b*, comme immunisées dans les mêmes proportions, les rentes, indemnités et allocations accordées aux accidentés du travail. Ces ressources remplacent la quotité du salaire dont le demandeur se trouve privé en suite de la diminution de sa capacité de travail; elles doivent faire un tout avec le salaire gagné; une seule et même immunisation doit être appliquée au montant total de ces deux ressources.

C'est ce qui était proposé dans le projet du Gouvernement : le salaire, d'une part, et les rentes accidents, d'autre part, ne bénéficient pas séparément de l'immunisation — celle-ci s'applique au montant total de ces deux ressources.

Le mot employé au *littéra b* du 2^o, n° III, de l'article 13 : « Les rentes, etc., », peut prêter à confusion; il faut dire « *des* rentes ».

Sont encore immunisées :

3^o A concurrence de 2,400 francs, s'il s'agit d'un demandeur célibataire, veuf ou divorcé, et de 3,600 francs s'il s'agit de deux conjoints, les pensions et allocations payées à titre de pensions de vieillesse au demandeur et à son conjoint par les anciens employeurs, y compris l'Etat, les provinces, les communes ainsi que les caisses de prévoyance des veuves et orphelins et les caisses de prévoyance des ouvriers mineurs.

La première partie de cet article immunise les pensions versées par des employeurs à leurs anciens ouvriers.

En ce qui concerne l'immunisation des pensions payées par les caisses de prévoyance des ouvriers mineurs, il y a lieu de signaler que l'adoption de ce texte aura la conséquence sans doute non prévue du paiement d'une double pension, à charge de l'Etat, aux ouvriers mineurs.

Si les allocations qui sont déjà accordées gratuitement par l'Etat aux ouvriers mineurs et à leurs veuves sont immunisées au même titre que les rentes constituées par les versements personnels et les cotisations patronales et les compléments et suppléments de pension à charge du Fonds national des ouvriers mineurs, dans ce cas, les intéressés pourront recevoir en outre le maximum de la pension allouée par la législation générale.

Ils profiteront donc d'une double législation, ce qui est évidemment contraire à ce qu'on a voulu en établissant une législation spéciale au profit des travailleurs de la mine.

I.

La pension des ouvriers mineurs pensionnés *en vertu des différentes lois spéciales coordonnées par l'arrêté royal du 30 août 1920* se compose de trois éléments :

- a) Rente constituée à la Caisse de Retraite;
- b) Compléments à charge du Fonds national des ouvriers mineurs;
- c) Allocation de 360 francs à charge des pouvoirs publics.

Actuellement, ces mineurs peuvent bénéficier d'une pension de 360 francs, en vertu de la loi générale du 20 août 1920, les éléments *a* et *b* étant immunisés pour la totalité.

II.

La pension des ouvriers mineurs pensionnés *en vertu de la loi spéciale du 30 décembre 1924*, se compose également de trois éléments :

- a) Rente constituée à la Caisse de Retraite;
- b) Compléments à charge du Fonds national des ouvriers mineurs;
- c) Majoration de rente qui est la même et du même montant que celle prévue par la loi générale du 10 décembre 1924; cette majoration est à charge des pouvoirs publics.

Actuellement, les mineurs ne peuvent bénéficier ni en tout ni en partie de la majoration de rente prévue par la loi générale, attendu qu'ils en bénéficient déjà en vertu de la loi spéciale.

Si la modification apportée à l'article 13, III, 3^o, était maintenue, les mineurs repris dans la catégorie I pourraient bénéficier du taux maximum de la pension de vieillesse, soit 720 francs.

Ils recevraient donc à charge des pouvoirs publics 360 francs (loi des mineurs) + 720 francs (loi du 20 août 1920) = 1,080 francs.

Ceux compris dans la catégorie II bénéficieraient deux fois de la majoration de rente : une fois en vertu de la loi spéciale et une seconde fois en vertu de la loi générale.

S'il est entendu que l'immunisation proposée à l'article 13, III, 3^o, ne s'applique pas à ces deux interventions gratuites, à charge des pouvoirs publics, rappelées ci-dessus, alors la disposition est inutile, puisque la partie de la pension constituée par la rente formée à la Caisse de Retraite et par les compléments de pension alloués, par le Fonds national des ouvriers mineurs est déjà immunisée pour la totalité en vertu de l'article 13, III, 3^o, *b*.

Sont aussi immunisées :

4^o A concurrence de 600 francs : si un seul des conjoints sollicite le bénéfice de la pension, majoration ou allocation, et de 1,200 francs si les deux conjoints demandent à bénéficier des avantages :

a) Les rentes, pensions et allocations de vieillesse dont le demandeur et son conjoint sont bénéficiaires, sauf ce qui est dit aux 1^o, 2^o, *littera b*, et 3^o ci-dessus.

Ces deux paragraphes correspondent aux immunisations déjà prévues par la législation de 1924;

b) La valeur en rente viagère calculée au taux de 10 p. c. des capitaux mobiliers et immobiliers possédés par le demandeur et son conjoint et acquis par un effort d'épargne et de persévérance des intéressés.

Cette première partie du littéra *b* est empruntée à la législation antérieure, la seconde partie en diffère notablement; elle est libellée comme suit :

« Toutefois, lorsque le demandeur et son conjoint ne sont propriétaires que d'un seul immeuble et habitent celui-ci, l'immunisation ci-dessus sera appliquée à la valeur vénale de cet immeuble, *sans distinguer si celui-ci a été acquis par un effort d'épargne ou reçu par héritage.* »

Sous le régime de 1924, l'immeuble reçu par héritage ne jouissait d'aucune immunisation.

Le texte continue : « Dans ce cas, le taux de la rente viagère sera calculé sur la valeur vénale de l'immeuble diminuée, au préalable, d'une somme de 21,000 francs, si l'immeuble est situé dans une commune comprise dans la première catégorie; de 22,500 francs s'il est situé dans une commune de la deuxième catégorie; de 24,000 francs s'il s'agit d'une commune de la troisième catégorie; de 25,500 francs si la commune est placée dans la quatrième catégorie, et de 27,000 francs si celle-ci appartient à la cinquième catégorie. »

Sous l'empire de la loi de 1924, la valeur vénale était diminuée d'une somme qui variait dans chacune des catégories suivant que l'immeuble avait été ou non acquis sous le bénéfice des dispositions de la loi du 11 octobre 1919, modifiée par celle du 25 juillet 1921.

LOI DE 1924			
	Bénéfice de la loi de 1919.	Autres immeubles.	Projet.
1 ^{re} catégorie fr.	14,000	9,000	21,000
2 ^e —	15,000	10,000	22,500
3 ^e —	16,000	11,000	24,000
4 ^e —	17,000	12,000	25,500
5 ^e —	18,000	13,000	27,000

La valeur vénale d'un immeuble bâti est fixée en multipliant par 20 la valeur cadastrale qui est la valeur locative réelle (si l'immeuble est donné en location) ou présumée (si l'immeuble est habité par le propriétaire). La valeur cadastrale est fixée par l'Administration du cadastre.

Si le demandeur de la pension est propriétaire d'une seule maison et l'habite, à cette valeur vénale doit s'appliquer, tout d'abord, l'immunisation spéciale prévue à l'article 13, III, 4^o, le reliquat de cette valeur vénale, calculé en rente viagère au taux de 10 p. c., est alors immunisé à concurrence de 600 ou 1,200 francs, selon qu'un seul des conjoints ou les deux conjoints demandent la pension de vieillesse.

EXEMPLES : *a)* Maison située dans une commune comprise dans la 1^{re} catégorie (5,000 habitants et moins).

Valeur cadastrale. fr.	1,500
A déduire un sixième pour frais d'entretien. . . .	250
Fr.	1,250

Valeur vénale, $1,250 \times 20 = 25,000$ francs; à déduire l'immunisation spéciale, 21,000 francs, reste 4,000 francs, à 10 p. c. = 400 francs.

Cette dernière somme sera immunisée.

Le demandeur pourra obtenir le taux maximum de la pension, s'il ne possède pas d'autres ressources.

b) Maison située dans la 3^e catégorie.

Valeur cadastrale.	fr. 2,400
A déduire un sixième pour frais d'entretien.	400
	Fr. 2,000

Valeur vénale : $2,000 \times 20 = 40,000$ francs; à déduire immunisation spéciale, 24,000 francs, reste 16,000 francs à 10 p. c. = 1,600 francs.

a) Si le demandeur est célibataire, veuf ou divorcé : $1,600 - 600 = 1,000$ francs; la pension devra être refusée;

b) Si le demandeur est marié et demande seul la pension : $1,600 - 600 = 1,000$ fr.; à déduire pour frais de l'épouse : 700 francs, reste 300 francs. Pension : 420 francs;

c) Si les deux conjoints demandent la pension : $1,600 - 1,200 = 400$ francs, soit 200 francs pour chacun. Pension de 540 francs à chaque conjoint.

Le projet de loi établit enfin un « plafond » aux immunisations. Les immunisations se cumulent parfois : salaires, maisons, pensions, etc.

Un article 35bis, ajouté à la loi de 1924, stipule qu'en aucun cas le montant maximum des ressources immunisées par application de la loi ne peut être supérieur au minimum exempté de la supertaxe.

Cet article est fort important. Il empêche à l'avenir les abus résultant du cumul des immunisations et qui permettaient à des vieillards qui disposaient, en fait, de ressources importantes d'obtenir le taux maximum de la pension.

*
* *

La Commission n'a pas cru devoir déposer elle-même d'amendements à raison du peu de temps qui lui a été octroyé pour étudier le projet; un certain nombre de membres, d'ailleurs, ont estimé que les éléments nécessaires faisaient défaut pour apprécier l'importance de la dépense.

Sous le bénéfice de ces observations, elle a adopté le rapport laissant toute liberté à chacun de ses membres de déposer des amendements.

Le Rapporteur,
R. MOYERSON.

Le Président,
ARM. HUBERT.

BELGISCHE SENAAAT

VERGADERING VAN 14 JULI 1927

Verslag uit naam der Commissie van Financiën, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp ten doel hebbende een aanvullend pensioen te verleenen aan de titularissen van het onderdomspensioen, voorzien bij de wet van 20 Augustus 1920, gewijzigd bij die van 10 December 1924, bij de bijzondere wetten op het mijnwerkerspensioen, en tevens sommige bepalingen te wijzigen der wet van 10 December 1924 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en voortijdigen dood.

(Zie de n^{os} 176, 212, 245 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 14, 15, 21 en 29 Juni 1927; n^o 160 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren HUBERT, voorzitter; BAECK, BROECKX, CARPENTIER, DEMOULIN, EYLENBOSCH, HENRICOT, JAUNIAUX, MERTENS, MOLET, RUTTEN, SOLAU, VAN BELLE, VAN COILLIE, VAN ROOSBROECK en MOYERSOEN, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

In de Kamer werd het Wetsontwerp goedgekeurd met 153 stemmen. Drie leden onthielden zich.

Het heeft een tweeledig doel :

- 1^o Het kent een aanvullend pensioen toe aan sommige titularissen van het ouderdoms- en het mijnwerkerspensioen, alsmede eene verhooging der overlevingsrente van de weduwen en van de renten der weezen;
- 2^o Het wijzigt sommige bepalingen der wet van 10 December 1924.

AANVULLEND PENSIOEN.

Het beginsel der toekenning van een aanvullend pensioen werd door de leden uwer Commissie eenparig goedgekeurd. Dit is ruimschoots gewettigd door de stijging der levensduurte, ingevolge de inzinking van den frank.

Doch deze verhooging van het bedrag van het kosteloos pensioen zou de hoofdzakelijke beginselen der algemeene wet merkelyk wijzigen, moest zij niet eerlang gevolgd worden door eene verhooging van het bedrag der stortingen van de verzekeringsplichtigen en der bijdragen van de werkgevers. Het is immers van belang dat deze stortingen en deze bijdragen volstaan om in het definitief tijdperk de afschaffing der verhoogingen en der aanvullingen mogelijk te maken.

In den loop der bespreking in de Kamer heeft de Regeering verklaringen afgelegd, die er schijnen op te wijzen dat zij deze meening deelt.

Het bedrag der aanvulling wordt bepaald mits rekening te houden van het bruto-bedrag der inkomsten van belanghebbende en van zijn echtgenoot, het ouderdomspensioen zelf niet inbegrepen.

Bedrag der inkomsten die recht geven op een aanvullend pensioen.	Pensioen- toeslag.
—	—
720 frank en minder fr.	720
721 tot 1,200 frank	600
1,201 tot 1,680 frank	480
1,681 tot 2,160 frank	360

Een jonggezel, wiens inkomsten 2,160 frank overschrijden, kan desvoorkomend het gewoon pensioen trekken, dank zij de vrijstellingen, doch in geen geval zal hij recht hebben op een pensioentoeslag.

Wanneer beide echtelingen nog in leven zijn, zelfs indien een van beide echtgenooten het ouderdomspensioen nog niet geniet, dan wordt het bedrag der inkomsten, waarover belanghebbende mag beschikken zonder zijn rechten te verliezen, met 50 t. h. verhoogd.

Het globaal bedrag der toeslagen te verleenen aan beide echtgenooten wordt bepaald op 1.75 maal het bedrag van hooger vastgestelden toeslag.

De Regeering had voorgesteld in dit geval slechts 1.50 maal den toeslag te verleenen. De Kamer heeft de verhouding met 0.25 verhoogd, ondanks het advies van de Regeering.

Bedrag der inkomsten die recht geven op een aanvullend pensioen.	Pensioen- toeslag.
—	—
1,080 en minder fr.	1,260
1,081 tot 1,800	1,050
1,801 tot 2,520	840
2,521 tot 3,240	630

In dezelfde voorwaarden zal een gezin, wiens inkomsten 3,240 frank overschrijden, geenerlei recht hebben op het aanvullend pensioen.

* * *

Het wetsontwerp voorziet dat er insgelijks een aanvullend pensioen kan worden verleend aan de gepensioneerde mijnwerkers en aan de weduwen van mijnwerkers op pensioen gesteld krachtens de wetten op de mijnwerkerspensioenen.

De grondslagen zijn de volgende :

A. De gepensioneerde mijnwerker geniet thans een pensioen van 2,572 frank.

1^o *Mijnwerker, ongehuwd :*

Hij geniet een aanvullend pensioen van 360 frank. De belanghebbende trekt bovendien een ouderdomspensioen van 360 frank, krachtens de algemeene wet. Zijne inkomsten bedragen dus : $2,572 + 360 + 360 = 3,292$ frank.

2^o *Mijnwerker, gehuwd :*

Men rekt als inkomsten $2,572 - 360$ (bedrag der kosteloze toekenning) = 2,212 frank.

a) 1° De gepensioneerde mijnwerker vraagt alleen het voordeel van het aanvullend pensioen aan;

2° De vrouw van den gepensioneerden mijnwerker vraagt alleen het aanvullend pensioen :

Het bedrag van de aanvulling wordt bepaald op 480 frank. In elk van beide gevallen trekt de belanghebbende een ouderdomspensioen van 720 frank overeenkomstig de algemeene wet.

Bedrag van de inkomsten van het huishouden : $2,572 + 720 + 480 = 3,772$ fr.

b) De gepensioneerde mijnwerker en zijne vrouw vragen het aanvullend pensioen.

Het bedrag van de aanvulling voor den mijnwerker is 480 frank.

Dat van de aanvulling voor zijne vrouw 360 frank. In dit geval trekken elk der beide echtgenooten een ouderdomspensioen van 540 frank krachtens de algemeene wet.

Totaal van de inkomsten van het huishouden : $2,572 + 540 + 480 + 360 = 4,092$ frank.

B. De gepensioneerde weduwe van een mijnwerker trekt thans een pensioen van ongeveer 1,100 frank. Men houdt rekening met : $1,100 - 360 = 840$ frank.

Haar wordt een aanvullend pensioen van 360 frank verleend. Krachtens de algemeene wet trekt zij reeds een ouderdomspensioen van 360 frank.

Totaal der inkomsten : $1,100 + 360 + 600 = 2,060$ frank.

De titularissen van een ouderdomspensioen, die meenen recht te hebben op het aanvullend pensioen moeten een aanvraag indienen.

Bij Koninklijk besluit worden de daartoe vereischte formaliteiten bepaald.

Artikel 7 bevat een onnauwkeurige uitdrukking : het woord *werkelijk* moet daaruit wegvallen. Inderdaad, sommige dezer inkomsten zijn vermoedelijke inkomsten, zooals die voortkomende van het huis dat den pensioentrekker toebehoort en door hem wordt bewoond. Ofschoon de aanvrager uit dit huis geen enkel *werkelijk inkomen* trekt, wordt het hem toch aangerekend voor de *vermoedelijke* huurwaarde van het vaste goed.

* * *

Verhooging van de overlevingsrente voor de weduwe en van de weezenrenten.

De wet van 10 December 1924 voorziet de vestiging van een overlevingsrente voor de weduwe van den pensioengerechtigde en voor zijne wettige kinderen die hem ten laste zijn.

Wanneer de overlevingsrente voor de weduwe niet geheel is gevestigd dan kent de Staat haar toe :

1° Een renteverhooging van 120 frank, zonder dat deze totale verhooging en de overlevingsrente 360 frank mag overschrijden;

2° Eene verhooging van 120 frank per kind beneden zestien jaar.

Deze verhoogingen vallen ten laste van het Bijzonder Fonds voorzien bij artikel 20 dezer wet.

Het ontwerp stelt voor deze beide verhoogingen op 180 frank te brengen. Dus zou elke weduwe een toeslag van 60 frank krijgen.

Het Bijzonder Fonds beschikt over genoeg middelen om in deze uitgave te voorzien.

De tekst zegt niet of het totaal bedrag der overlevingsrente en der alzoo gewijzigde verhooging 360 frank mag overschrijden, om 420 frank te bereiken.

Het schijnt wel dat deze laatste veronderstelling moet worden aangenomen : om elke dubbelzinnigheid te vermijden, had men aan het slot van het eerste lid van artikel 12 de woorden moeten toevoegen : « niettegenstaande de beperking voorzien bij artikel 15 der wet van 10 December 1924 ».

Het wetsontwerp stelt voor de weduwen en weezen van mijnwerkers van dezelfde voordeelen te doen genieten.

Slachtoffers van arbeidsongevallen.

Artikel 7bis voorziet eene belangrijke nieuwigheid ten voordeele van slachtoffers van arbeidsongevallen, ten einde elke onderbreking hunner stortingen te voorkomen.

Wijzigingen van de wet van 10 December 1924.

I.

De eerste paragraaf van artikel 13 is een eenvoudige toelichting van artikel 2, 2^o en 3^o der wet van 10 December 1924.

Het 2^o van dit artikel slaat niet op de personen die onder toepassing vallen van de bij Koninklijk besluit van 30 Augustus 1920 samengeordende wetten op de pensioenen voor mijnwerkers.

Daar deze samengeordende wetten werden vervangen door de wet van 30 December 1924 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood der mijnwerkers, zoo moest de oude tekst door den nieuwen worden vervangen.

Nr 3^o sloot de personen uit die onder toepassing vallen van de wet van 7 Augustus 1922 op de arbeidsovereenkomst voor bedienden.

De wet van 10 Maart 1925 op de verzekering van de bedienden tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood heeft den toestand der bedienden geregeld, zoodat naar deze wet moest worden verwezen.

Raming van de persoonlijke inkomsten van den aanvrager en van die zijner echtgenoot.

II.

Bij Koninklijk besluit worden de regelen bepaald voor de raming der persoonlijke inkomsten van den aanvrager en van die zijner echtgenoot.

Onder het overgangstelsel der wet van 10 December 1924, is, in beginsel, alleen diegene tot een ouderdomspensioen gerechtigd, wiens inkomsten 720 frank per jaar niet overschrijden. Het pensioen wordt verminderd volgens de inkomsten van den aanvrager.

Doch talrijke geheele of gedeeltelijke aftrekkingen beperken de strakheid van dezen regel.

In II van artikel 13 worden de vroegere aftrekkingen grondig gewijzigd.

Worden naar luid dezer nieuwe bepaling afgetrokken :

1° Voor het totaal :

a) De ouderdoms- en overlevingsrenten gevestigd ter uitvoering van deze wet.
(Dat is de herhaling van den vroegeren tekst.)

b) Het ouderdomspensioen voorzien bij de wet van 20 Augustus 1920, de renteverhooging voorzien bij de artikelen 22 en 28 en de kosteloze tegemoetkoming voorzien bij artikel 23 dezer wet, waarvan de echtgenoot van den aanvrager het genot heeft.

Deze tekst schijnt vreemd. Het betreft niet de huidige wet, doch deze van 1924. Nochtans zal deze tekst juist worden door de samenordening voorzien bij artikel 16.

c) De renten en pensioenen verleend door den Staat aan den aanvrager of aan zijn echtgenoot in zijn hoedanigheid van oud-militair en wegens oorlogsfeiten, evenals deze verleend aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers; sommige dezer renten en pensioenen werden tot dusver niet afgetrokken.

d) De pensioenen door den Staat aan de weduwen en ascendenten der gesnevelde strijders en der burgerlijke oorlogsslachtoffers. Deze aftrekking is nieuw.

e) De renten, aanvullingen en toeslagen van renten verleend aan den aanvrager en aan zijn echtgenoot in uitvoering van de wetten betreffende den ouderdom en vroegen dood der mijnwerkers.

Wanneer beide echtelingen het ouderdomspensioen aanvragen, dan kan de vrouw van den gepensionneerden mijnwerker aldus het maximumpensioen verkrijgen voorzien bij de algemeene wet, onaan gezien het pensioen dat de echtgenoot trekt krachtens de bijzondere wet.

2° Ten bedrage van het afgetrokken minimum van de supertaxe zooals het bepaald is bij de samengeordende wetten op de inkomstenbelastingen, het totaal bedrag van :

a) Het loon of de wedde en de baten van elke winstgevende bezigheid en de zuivere winst van de nijverheids-, handels- of landbouwbedrijven van den aanvrager en van zijn echtgenoot.

b) De renten, vergoedingen en toelagen betaald in uitvoering der wet van 24 December 1903 op de schadeloosstelling wegens arbeidsongevallen.

Dit 2° omvat de voornaamste wijzigingen van het regiem der aftrekkingen zooals het werd vastgesteld door de wet van 1924.

A. Onder deze wet werden de inkomsten die het loon uitmaakten van den aanvrager geheel afgetrokken, terwijl de inkomsten die het loon van den echtgenoot uitmaakten en het beroepsinkomen van den aanvrager en zijn echtgenoot afgetrokken werden ten beloope van 50 t. h. van hun bedrag.

De volledige aftrekking van het loon van den aanvrager was overdreven.

Terecht zegt de Toelichting : « Ongetwijfeld is de wetgever in 1924 al te toegevend geweest bij het vaststellen van de toepassingsvoorwaarden der wet en trekken talrijke grijsaards, met voldoende loon en inkomsten, die regelmatig van de voordelen der wet zouden moeten verstoken blijven, toch pensioen ».

Ook is het aantal gepensionneerden aanzienlijk gestegen; inderdaad, terwijl onder de wet van 1920 het aantal gepensionneerden niet 225,000 te boven ging, genieten thans op de 497,000 ouderlingen van vijf en zestig jaar in ons land, 325,000 en misschien meer het pensioen, zonder de mijnwerkers en hun weduwen en de gepensionneerden van den Staat mee te rekenen. Sommige werklieden met een loon van 18,000 frank hebben hun pensioen kunnen aanvragen.

In geen enkel land werd dergelijke verhouding bereikt. Dit aantal schijnt nog te stijgen; in den loop van het jaar 1926 werden 54,519 rentetitels verleend, tegen 24,784 in 1925 en 22,368 in 1924.

Anderzijds leidde de aftrekking ten bedrage van 50 t. h. van het loon van den echtgenoot er soms toe werkelijk in nood verkeerende personen van hun pensioen te berooven. Dit was namelijk het geval voor een vrouw van vijf en zestig jaar wier jongere echtgenoot nog 1,800 frank won.

Welk zal onder het nieuwe stelsel het deel zijn van het loon, de wedde of de nettowinsten der bedrijven, dat zal worden afgetrokken ?

De belangrijkheid dezer aftrekkingen schommelt volgens de categorie der gemeente waar de aanzoeker woonachtig of werkzaam is, doch het blijft verstaan dat het hoogste minimum steeds wordt toegepast.

De Regeering had vooreerst voorgesteld van de loonen, enz., af te trekken een bedrag van de twee derden van het van de supertaxe vrijgestelde minimum, indien de aanzoeker alleen is, en van de drie vierden, indien het twee echtelingen geldt.

De Kamer heeft, met de toestemming der Regeering, in beide gevallen de aftrekking van heel het vrijgestelde minimum gestemd.

Het verslag der Kamer duidt aan welk in de onderscheiden reeksen gemeenten het supertaxevrije minimum is : 5,000 — 5,500 — 6,000 — 6,500 — 7,500 frank.

Dit verslag geeft aldus slechts een onvolledig begrip van het werkelijk bedrag der inkomsten, waarop het vrijgestelde minimum der inkomsten toepasselijk is :

1^o Vooraf dient er, waar het loonen geldt, een zesde afgetrokken wegens beroepslasten;

2^o Het aldus bekomen bedrag is slechts onderhevig aan de supertaxe tot een beloop van de negen tienden.

Het minimum wordt verhoogd met een vijfde per persoon ten laste.

De wezenlijke inkomsten aan loonen, die in feite supertaxevrij zijn krachtens de belastingswetten, zijn de volgende :

Loontrekkende ongehuwd, weduwnaar of zonder kinderen :

Netto-bedrag van supertaxe vrijgesteld :		Ooreenstemmend met een werkelijk inkomen van :	
Gemeenten met minder dan 5,000 inwoners :	fr. 5,000	.	fr. 6,700
— van 5,001 tot 15,000 —	fr. 5,500	.	7,300
— van 15,001 tot 30,000 —	fr. 6,000	.	8,000
— van 30,001 tot 60,000 —	fr. 6,500	.	8,700
— van 60,000 inwoners en meer	fr. 7,500	.	10,000

Loontrekkende, gehuwd zonder kinderen :

Gemeenten met minder dan 5,000 inwoners :	fr. 6,000	.	fr. 8,000
— van 5,001 tot 15,000 —	fr. 6,600	.	8,800
— van 15,001 tot 30,000 —	fr. 7,200	.	9,600
— van 30,001 tot 60,000 —	fr. 7,800	.	10,500
— van 60,001 inwoners en meer	fr. 9,000	.	12,000

In het uitzonderlijk geval, waarin de gehuwde loontrekkende een kind of klein-kind ten zijnen laste zou hebben :

Gemeenten met minder dan 5,000 inwoners	fr.	7,000	9,400
— van 5,001 tot 15,000 —		7,700	10,300
— van 15,001 tot 30,000 —		8,900	11,200
— van 30,001 tot 60,000 —		9,000	12,000
— van 60,001 inwoners en meer		10,500	14,100

Hoe zal, wat het loon betreft, de aftrekking toegepast worden? Zal het geschieden op het werkelijk loon of op het verminderd loon na toepassing der verminderingen door de belastingswetten voorzien?

De vraag is belangrijk.

B. De zuivere winst der nijverheids-, handels- en landbouwbedrijven wordt vastgesteld volgens de regelen door den fiskus bepaald voor de toepassing der belastingswetten.

Voor de nijverheids- en handelsbedrijven die geen regelmatige boekhouding hebben, steunt men op het zakencijfer, en men past er een veranderlijk percent van winst op toe volgens de echte winsten vastgesteld in gelijkaardige ondernemingen van de streek die een geregelde boekhouding hebben.

Voor de landbouwwinsten raamt men de opbrengst per hectaar volgens een forfaitaire schatting opgemaakt in overleg met de groote landbouwberoepsvereenigingen.

Deze winst verschilt volgens de gewesten, den aard van het bedrijf, het wellukken van den oogst of andere landbouwwerken.

De winst per hectaar over het jaar 1925, grondslag van de supertaxe voor het jaar 1926, verschilde van 550 tot 1.900 frank maximum. In sommige provinciën overschreed zij niet 550 frank.

Na gesproken te hebben van de aftrekking van de loonen, enz., vermeldt het 2° van III onder littera *b*, als zijnde in dezelfde verhoudingen afgetrokken, de renten, vergoedingen en toelagen wegens arbeidsongevallen. Deze inkomsten vervangen het bedrag van het loon dat de aanvrager derft uit hoofde van de vermindering zijner werkbekwaamheid; zij moeten een geheel uitmaken met het verdiende loon; een en dezelfde aftrekking moet toegepast worden op het bedrag dezer twee inkomsten.

Zulks werd voorgesteld in het ontwerp der Regeering: het loon, eenerzijds, en de renten wegens ongevallen anderzijds, genieten niet atzonderlijk van de aftrekking, deze geldt voor het totaal bedrag dezer twee inkomsten.

Het woord gebezigd in littera *b* van het 2°, n° III, van artikel 13: « De renten, enz. », kan verwarring stichten; het moet zijn: « Van de renten ».

Worden nog afgetrokken :

« 3° Ten beloope van 2,400 frank, wanneer de aanvrager ongehuwd, weduwnaar of uit den echt gescheiden is, en van 3,600 frank, wanneer het twee echtgenooten geldt, de pensioenen en tegemoetkomingen als ouderdomspensioen aan den aanvrager en zijn echtgenoot uitgekeerd door hun gewezen werkgevers, daaronder begrepen de Staat, de provincies, de gemeenten alsmede de voorzorgskassen der weduwen en weezen en de voorzorgskassen der mijnwerkers. »

Door het eerste gedeelte van dit artikel worden de pensioenen afgetrokken, door de werkgevers aan hun oud-werklieden toegekend.

Wat de aftrekking betreft der pensioenen betaald door de voorzorgskassen der mijnwerkers, dient er op gewezen te worden dat het aannemen van dezen tekst het wellicht niet voorzien gevolg zal hebben van de uitkeering aan de mijnwerkers van een dubbel pensioen ten laste van den Staat.

Indien de toelagen die door den Staat reeds kosteloos worden verleend aan de mijnwerkers en hun weduwen, vrijgesteld worden ten zelfden titel als de renten gevestigd door de persoonlijke stortingen, de patronale stortingen en de pensioens-aanvullingen en -toeslagen ten laste van het Nationaal Fonds der mijnwerkers, dan kunnen de betrokkenen bovendien het maximum genieten van het pensioen door de algemeene wetgeving verleend.

Zij zullen dus het voordeel genieten van eene dubbele wetgeving, wat natuurlijk in strijd is met de bedoeling van hen die ten behoeve der mijnwerkers een bijzondere wetgeving hebben ingevoerd.

I.

Het pensioen der mijnwerkers die gepensionneerd zijn *krachtens de verschillende bij Koninklijk besluit van 30 Augustus 1920 samengeordende wetten* bestaat uit drie deelen :

- a) Rente bij de Lijfrentekas gevestigd;
- b) Aanvulling ten laste van het Nationaal Fonds voor mijnwerkers;
- c) Tegemoetkoming van 360 frank ten laste der openbare besturen.

Thans kunnen deze mijnwerkers een pensioen van 360 frank trekken, krachtens de algemeene wet van 20 Augustus 1920, daar de deelen *a* en *b* voor de algeheelheid niet in rekening komen.

II.

Het pensioen der mijnwerkers die gepensionneerd zijn *krachtens de bijzondere wet van 30 December 1924* bestaat ook uit drie bestanddeelen :

- a) Rente bij de Lijfrentekas gevestigd;
- b) Aanvullingen ten laste van het Nationaal Fonds voor mijnwerkers;
- c) Renteverhooging die dezelfde is als die voorzien bij de algemeene wet van 10 December 1924; deze verhooging is ten laste van de openbare besturen.

Thans kunnen de mijnwerkers, noch voor het geheel, noch voor een deel, de renteverhooging genieten bij de algemeene wet voorzien, vermits zij deze reeds krachtens de bijzondere wet genieten.

Zoo de wijziging toegebracht aan artikel 13, III, 3^o wordt gehandhaafd, dan zouden de mijnwerkers uit categorie I overgenomen, het maximum kunnen genieten van het ouderdomspensioen, zijnde 720 frank.

Ten laste van de openbare besturen zouden zij dus ontvangen 360 frank (wet op de mijnwerkers) + 720 frank (wet van 20 Augustus 1920) = 1,080 frank.

Diegenen begrepen in categorie II zouden tweemaal de renteverhooging genieten : eenmaal krachtens de bijzondere wet en een tweede maal krachtens de algemeene wet.

Zoo het verstaan is dat de bij artikel 13, III, 3^o voorgestelde aftrekking niet van toepassing is op deze beide kosteloze tegemoetkomingen ten laste der openbare besturen, dan is deze bepaling overbodig, vermits het gedeelte van het pensioen

gevestigd door de rente bij de Lijfrentekas verworven, en door de aanvullende pensioenen toegekend door het Nationaal Fonds der mijnwerkers, reeds voor het geheele bedrag wordt afgetrokken krachtens artikel 13, III, 1^o, *b*.

Worden eveneens daarvan afgetrokken :

4^o Ten beloope van 600 frank, wanneer slechts een der echtgenooten om pensioen, toeslag of toelage verzoekt, en van 1,200 frank, wanneer beiden om die voordeelen verzoeken :

a) De ouderdomsrente, -pensioenen en -toelagen aan den aanvrager en zijn echtgenoot verleend, behoudens hetgeen onder bovenstaande 1^o, 2^o, littera *b* en 3^o werd gezegd.

Deze twee paragrafen stemmen overeen met de aftrekkingen die reeds werden voorzien bij de wet van 1924;

b) De waarde in lijfrente, omgerekend tegen 10 t. h. van de roerende en onroerende kapitalen, in 't bezit van den aanvrager en zijn echtgenoot en verkregen door spaarzaamheid en voorzorg van de belanghebbenden.

Dit eerste gedeelte van littera *b* is ontleend aan de vroegere wetgeving; het tweede gedeelte verschilt echter merklijk van het eerste; het luidt als volgt :

« Wanneer echter de aanvrager en de echtgenoot maar één huis bezitten en het bewonen, wordt bovenbedoeld af te trekken bedrag toegepast op de handelswaarde van dat huis, *onverschillig of het door spaarzaamheid of door erfenis werd verkregen.* »

Onder het stelsel van 1924, genoot het door erfenis verkregen huis geenerlei vrijstelling.

De tekst gaat voort : « In dit geval wordt het bedrag der lijfrente berekend naar de handelswaarde van het huis, vooraf verminderd met een som van 21,000 frank wanneer het huis zich bevindt in een gemeente der eerste categorie; van 22,500 frank wanneer het zich bevindt in een gemeente der tweede categorie; van 24,000 frank, wanneer het zich bevindt in een gemeente der derde categorie; van 25,500 frank wanneer het zich bevindt in een gemeente der vierde categorie en van 27,000 frank wanneer het zich bevindt in een gemeente der vijfde categorie. »

Onder het stelsel der wet van 1924, werd de handelswaarde verminderd met een bedrag dat schommelde volgens iedere reeks, naar gelang het huis al dan niet werd verkregen onder het regiem der bepalingen van de wet van 11 October 1919, gewijzigd bij die van 25 Juli 1921.

WET VAN 1924			
	Regiem der wet van 1919.	Andere huizen.	Ontwerp.
1 ^e reeks fr.	14,000	9,000	21,000
2 ^e —	15,000	10,000	22,500
3 ^e —	16,000	11,000	24,000
4 ^e —	17,000	12,000	25,500
5 ^e —	18,000	13,000	27,000

De handelswaarde van een gebouwd huis wordt bepaald met door 20 te vermenigvuldigen de kadastrale waarde, die de wezenlijke huurwaarde is (indien het huis wordt verhuurd) of de vermoedelijke huurwaarde (indien het huis door den eigenaar wordt bewoond). De kadastrale waarde wordt bepaald door het beheer van het kadaster.

Indien de aanvrager van het pensioen eigenaar is van een enkel huis en hetzelfde bewoont, dient op deze handelswaarde toegepast, vooreerst de bijzondere aftrekking voorzien bij artikel 13, III, 4^o; het overschot dezer handelswaarde, berekend in lijfrente 10 t. h., wordt alsdan verminderd met een bedrag van 600 of 1,200 frank, naar gelang een enkele echtgenoot of beide echtgenooten het ouderdomspensioen aanvragen.

VOORBEELDEN: a) Huis gelegen in eene gemeente der 1^e categorie (5,000 inwoners en minder).

Kadastrale waarde	fr. 1,500
Af te trekken één zesde wegens onderhoudskosten.	250
	Fr. 1,250

Handelswaarde : $1,250 \times 20 = 25,000$ frank; te verminderen met de bijzondere aftrekking, 21,000 frank, blijft 4,000 frank tegen 10 t. h. = 400 frank.

Deze laatste som wordt afgetrokken.

De aanvrager kan het hoogste bedrag van het pensioen bekomen, indien hij geen andere inkomsten heeft.

b) Huis gelegen in eene gemeente der 3^e categorie.

Handelswaarde	fr. 2,400
Af te trekken één zesde wegens onderhoudskosten.	400
	Fr. 2,000

Handelswaarde : $2,000 \times 20 = 40,000$ frank; te verminderen met de bijzondere aftrekking, 24,000 frank, blijft 16,000 frank tegen 10 t. h. = 1,600 frank.

a) Indien de aanvrager ongehuwd, weduwnaar of uit den echt gescheiden is : $1,600 - 600 = 1,000$ frank; het pensioen moet worden geweigerd;

b) Is de aanvrager gehuwd en vraagt hij alleen het pensioen aan : $1,600 - 600 = 1,000$ frank. Af te trekken wegens onkosten der echtgenoot : 700 frank, blijft 300 frank. Pensioen : 420 frank;

c) Indien beide echtgenooten het pensioen aanvragen : $1,600 - 1,200 = 400$ fr., zegge 200 frank voor ieder. Pensioen van 540 frank aan iederen echtgenoot.

Ten slotte bepaalt het wetsontwerp een « maximum » voor het af te trekken bedrag. Soms vallen de aftrekkingen samen : loonen, huizen, pensioenen, enz.

Een artikel 35bis, gelascht in de wet van 1924, bepaalt dat « in geen geval het hoogste bedrag der inkomsten, af te trekken bij toepassing der wet, het super-taxevrije minimum niet mag overschrijden ».

Dit artikel is zeer belangrijk. Het verhindert voortaan de misbruiken voortspuitende uit het samenvallen der aftrekkingen, en die aan bejaarde lieden, die in feite over belangrijke inkomsten beschikten, toelieten het maximumbedrag van het pensioen te trekken.

De Commissie heeft niet geoordeeld zelf amendementen te moeten indienen, daar zij over te weinig tijd beschikte om het ontwerp te onderzoeken; een zeker aantal leden hebben trouwens geoordeeld dat de vereischte gegevens ontbraken om den omvang der uitgaven te ramen.

Mits deze aanmerkingen, heeft zij het verslag goedgekeurd en elk harer leden vrijgelaten amendementen in te dienen.

De Verslaggever,
R. MOYERSOEN.

De Voorzitter,
A^{MM}. HUBERT.